La bataille dâ??IsraÃ«l contre les Nations Unies

Description

Par Avi Shlaim, 7 juillet 2023



Francesca Albanese, Ã gauche, prononce un discours lors du Forum des Nations Unies sur la question de la Palestine Ã la salle du Conseil de tutelle des Nations Unies Ã New York, Ã?tats-Unis, le 18 mai 2018 [File: Atilgan Ozdil/Anadolu Agency/Getty Images]

David Ben Gourion, le premier Premier ministre dâ??IsraÃ«l, avait de sÃ©rieuses rÃ©serves sur les Nations Unies (ONU). Fervent nationaliste juif et partisan de lâ??autonomie et de lâ??action directe, son principe directeur en politique Ã©trangÃ¨re Ã©tait : Â« Ce qui compte, ce nâ??est pas ce que disent les Goyim (non-juifs), mais ce que font les juifs Â». ConformÃ©ment Ã cette maxime, il a dÃ©daigneusement qualifiÃ© lâ??organisme mondial de Â« oom-shmoom Â». Oom est lâ??acronyme hÃ©breu pour Nations Unies. Le sobriquet oom-shmoom implique que lâ??ONU nâ??a aucune importance et peut Ãªtre ignorÃ©e sans consÃ©quence.

Alors que le dÃ©dain prÃ´nÃ© par Ben Gourion continue de dÃ©finir lâ??approche dâ??IsraÃ«l envers lâ??ONU, le sentiment ne sâ??Ã©tend pas Ã ceux au sein de lâ??organisme mondial qui enquÃªtent sur les pratiques israÃ©liennes ou souhaiteraient lui demander des comptes. Dans de tels cas, la dÃ©rision cÃ¨de la place Ã une diffamation en rÃ¨gle. Un exemple particuliÃ¨rement flagrant est lâ??effort dâ??IsraÃ«l et de ses apologistes pour discrÃ©diter et disqualifier Francesca Albanese, lâ??actuelle Â« Rapporteuse spÃ©ciale des Nations Unies sur la situation des droits de lâ??homme dans les Territoires palestiniens occupÃ©s depuis 1967 Â».

Les rapporteurs spÃ©ciaux des Nations Unies sont dâ??Ã©minents experts juridiques nommÃ©s par le Conseil des droits de lâ??homme des Nations Unies et chargÃ©s de surveiller et de rendre compte de la situation des droits humains dans le monde. Non rÃ©munÃ©rÃ©s et servant pour des durÃ©es dÃ©terminÃ©es, ils jouissent dâ??une plus grande indÃ©pendance politique que les fonctionnaires salariÃ©s de lâ??ONU.

Plusieurs fois par an, le Rapporteur spÃ©cial sur la Palestine produit des rapports dÃ©taillÃ©s sur les transgressions israÃ©liennes. Parfois, cela aboutit Ã des rÃ©solutions qui condamnent les actions dâ??IsraÃ«l. IsraÃ«l, cependant, rÃ©pond rarement au contenu et aux conclusions de ces rapports, et toute rÃ©solution critique se trouve splendidement ignorÃ©e. Sa rÃ©ponse est de tirer systÃ©matiquement sur le messager â?? son arme de prÃ©dilection en matiÃ¨re de diffamation Ã©tant de prÃ©senter le messager (ici la messagÃ¨re) comme antisÃ©mite. Il le fait mÃªme si le Rapporteur spÃ©cial se trouve Ãªtre juif, comme ce fut le cas de Richard Falk, qui a occupÃ© ce poste de 2008 Ã 2014.

Critiquer lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l nâ??est pas intrinsÃ¨quement antisÃ©mite. Lâ??antisÃ©mitisme et lâ??antisionisme sont deux phÃ©nomÃ¨nes distincts. Le sionisme est lâ??idÃ©ologie officielle de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l Ì¶ celle donc dâ??un Ã?tat souverain dans un lieu gÃ©ographique spÃ©cifique. Le judaÃ¯sme est une religion dont les adeptes vivent Ã la fois Ã lâ??intÃ©rieur et Ã lâ??extÃ©rieur de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l. Lâ??antisÃ©mitisme est la haine des juifs en tant que juifs oÃ¹ quâ??ils soient. Lâ??antisionisme est une opposition Ã lâ??idÃ©ologie de lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l ou Ã certaines de ses politiques et pratiques spÃ©cifiques en tant que puissance occupante. Il est donc tout Ã fait possible dâ??Ãªtre antisioniste sans pour autant Ãªtre antisÃ©mite.

Il est Ã©galement possible dâ??Ãªtre Ã la fois antisioniste et antisÃ©mite. Si câ??est la haine des juifs qui constitue le motif pour critiquer IsraÃ«l, câ??est de lâ??antisÃ©mitisme dont il sâ??agit. IsraÃ«l et ses apologistes en Occident, cependant, confondent constamment, et souvent dÃ©libÃ©rÃ©ment, les deux phÃ©nomÃ¨nes afin de salir, avec le pinceau empoisonnÃ© de lâ??antisÃ©mitisme, les partisans des droits du peuple palestinien et les dÃ©tracteurs dâ??IsraÃ«l.

Comme lâ??on pouvait sâ??y attendre, ce sont des accusations dâ??antisÃ©mitisme qui ont Ã©tÃ© privilÃ©giÃ©es dans le traitement infligÃ© Ã lâ??actuelle Rapporteuse spÃ©ciale sur la Palestine, Francesca Albanese. Albanese est exceptionnellement bien qualifiÃ©e pour cette fonction, une lourde tÃ¢che quâ??elle accomplit *pro bono*. Elle est une universitaire, une avocate internationale et une experte de premier plan sur les rÃ©fugiÃ©.e.s de la Palestine, la plus grande communautÃ© de rÃ©fugiÃ©.e.s apatrides au monde aujourdâ??hui. Elle est autrice, avec Lex Takkenberg, de *Palestinian Refugees in International Law* , le traitÃ© juridique le plus complet sur le sujet, publiÃ© pour la premiÃ¨re fois en 1998 par Oxford University Press (une seconde Ã©dition mise Ã jour est sortie en 2020).

En dÃ©cembre 2022, Albanese a Ã©tÃ© mise au pilori par un groupe de responsables israÃ©liens, dâ??apologistes dâ??IsraÃ«l, de journalistes idÃ©ologiquement motivÃ©s et dâ??activistes des mÃ©dias sociaux, ceci Ã cause de commentaires prÃ©tendument antisÃ©mites faits il y a des annÃ©es qui, prÃ©tend-on, devraient la rendre indigne de servir lâ??ONU Ã quelque titre que ce soit. La mission israÃ©lienne auprÃ¨s de lâ??ONU, qui sâ??Ã©tait dÃ¨s le dÃ©part opposÃ©e Ã sa nomination, lâ??a qualifiÃ©e de militante pro-palestinienne qui abriterait des prÃ©jugÃ©s importants contre lâ??Ã?tat juif. Le gouvernement israÃ©lien, qui a interdit Ã ses prÃ©dÃ©cesseurs immÃ©diats, Michael Lynk et Richard Falk, dâ??effectuer des visites sur le terrain en Cisjordanie, entrave de faÃ§on similaire lâ??accÃ¨s dâ??Albanese. De hauts responsables amÃ©ricains se sont Ã©galement joints au chÅ?ur de protestations visant Ã dÃ©noncer certains des commentaires dâ??Albanese.

Le Centre Simon Wiesenthal, dans une lettre du 14 dÃ©cembre 2022 au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ??ONU, Antonio Guterres, a Ã©crit que Â« Albanese doit Ãªtre renvoyÃ©e, et la chasse aux sorciÃ¨res du Conseil des droits humains contre IsraÃ«l doit Ãªtre stoppÃ©e si lâ??ONU espÃ¨re conserver sa crÃ©dibilitÃ© Â». Ce nâ??est ni une critique nouvelle ni originale, mais plutÃ´t un vieux refrain utilisÃ© et rÃ©utilisÃ© pour faire taire toute voix au sein des Nations Unies, qui critiquerait, mÃªme de faÃ§on discrÃ¨te, lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l. Câ??est la lÃ vÃ©ritable chasse aux sorciÃ¨res.

Albanese a son franc-parler, personne ne peut le nier. Contrairement Ã de nombreux diplomates de lâ??ONU, elle nâ??a pas peur de dire la vÃ©ritÃ© au pouvoir. Son mandat est Â« dâ??enquÃªter sur les violations par IsraÃ«l des principes et des bases du droit international Â», et câ??est ce quâ??elle fait sans crainte ni recherche dâ??intÃ©rÃªt. Elle se dÃ©crit comme une juriste militante. Elle aime son

mÃ©tier et insiste quâ??il ne saurait avoir de justice si elle nâ??est pas pour toutes et tous. Contrairement Ã ses dÃ©tracteurs qui accordent Ã lâ??antisÃ©mitisme un statut Ã part, elle sâ??oppose avec un grand souci de cohÃ©rence Ã toutes les formes de racisme, y compris lâ??antisÃ©mitisme et lâ??islamophobie. Elle est de mÃªme admirable dans sa dÃ©fense inÃ©branlable des droits humains et de la libertÃ© dâ??expression.

Les preuves avancÃ©es Ã lâ??appui de lâ??affirmation selon laquelle Albanese serait antisÃ©mite dÃ©fient lâ??entendement. Le Times dâ??IsraÃ«l a menÃ© la charge le 14 dÃ©cembre 2022. Se livrant Ã une attaque apparemment politiquement motivÃ©e, il a repÃªchÃ© un de ses messages Facebook de 2014. Elle y avait Ã©crit : Â« Lâ??AmÃ©rique et lâ??Europe, la premiÃ¨re sous lâ??emprise du lobby juif, et la seconde submergÃ© par son sentiment de culpabilitÃ© Ã propos de lâ??Holocauste, restent Ã distance.Â» Le message incriminÃ© a Ã©tÃ© Ã©crit Ã titre personnel, huit ans avant quâ??elle nâ??occupe son poste Ã lâ??ONU. Le contexte, passÃ© sous silence comme Ã lâ??habituel par ses dÃ©tracteurs, Ã©tait lâ??assaut israÃ©lien sauvage sur la bande de Gaza qui a coÃ»tÃ© la vie Ã plus de 2 000 palestiniens, dont 550 enfants. Lâ??assaut a Ã©tÃ© â?? comportement dont IsraÃ«l est coutumier â?? frauduleusement nommÃ© Â« Operation Protective Edge Â».

Mais il nâ??y eut point de Â« protection Â» lÃ -dedans . Il sâ??agissait dâ??un recours Ã la force contre des civils Ã des fins politiques lequel, Ã ce titre, constituait un acte de terrorisme dâ??Ã?tat.

Albanese avait toutes les raisons pour fustiger lâ??AmÃ©rique et lâ??Europe de nâ??avoir rien fait pour contenir lâ??agresseur. Lâ??utilisation du terme Â« lobby juif Â» Ã©tait malheureuse car elle alimente le stÃ©rÃ©otype dâ??un pouvoir juif dissimulÃ©. Il eut Ã©tÃ© plus juste dâ??utiliser le terme Â« lobby israÃ©lien Â». Et dire que lâ??AmÃ©rique est Â« sous lâ??emprise Â» de ce lobby Ã©tait sans doute exagÃ©rÃ©.

Albanese a reconnu quâ??elle sâ??Ã©tait mal exprimÃ©e et sâ??est distanciÃ©e du langage quâ??elle avait alors utilisÃ©. Dans le mÃªme temps, elle a affirmÃ© sa dÃ©termination Ã ne pas se laisser distraire de son mandat de rendre compte des violations des droits de lâ??homme par IsraÃ«l, mais aussi de ne pas permettre Ã autrui de dÃ©finir qui elle est ou quelle sont ses convictions.

Cette remise en question dâ??elle-mÃªme par Albanese nâ??a rien changÃ© pour ses dÃ©tracteurs. Leur problÃ¨me avec elle nâ??est pas le langage quâ??elle utilise, mais plutÃ´t lâ??examen minutieux des violations flagrantes du droit international par IsraÃ«l que son action gÃ©nÃ¨re, et sa dÃ©fense de principe des droits humains du peuple palestinien. Implicite dans les attaques contre elle est la notion que quiconque ose tenir IsraÃ«l responsable de ses violations des droits des palestiniens et palestiniennes peut Ãªtre qualifiÃ©e *ipso facto* dâ??antisÃ©mite. Il aurait Ã©tÃ© plus honnÃªte de leur part de le dire sans ambages. Plus largement, ces attaques visent Ã dÃ©tourner lâ??attention du fait, affirmÃ© par la population palestinienne depuis des dÃ©cennies et confirmÃ© ces derniÃ¨res annÃ©es par les principales organisations mondiales de dÃ©fense des droits humains, que des millions de palestiniens â?? hommes, femmes, et enfants â?? vivent sous un rÃ©gime dâ??apartheid qui les prive de leurs droits fondamentaux.

Se focalisant sans relÃ¢che sur les anciens commentaires publiÃ©s par Albanese sur les rÃ©seaux sociaux, ses dÃ©tracteurs visent aussi Ã dÃ©tourner lâ??attention du travail de fond quâ??elle a produit depuis sa nomination par le Conseil des droits de lâ??homme de lâ??ONU. Son premier rapport, soumis en septembre 2022, rendait compte dâ??un examen profondÃ©ment analytique et

mÃ©ticuleusement documentÃ© du droit Ã lâ??autodÃ©termination tel quâ??il sâ??applique aux Territoires palestiniens occupÃ©s depuis 1967. Dans ce document, Albanese va plus loin, ou plutÃ´t plus en profondeur, que les rapports historiques sur les droits humains qui ont conclu rÃ©cemment que le traitement du peuple palestinien par IsraÃ«l Ã©quivaut au crime dâ??apartheid. Elle nâ??a pas abandonnÃ© le cadre de lâ??apartheid, le tenant pour nÃ©cessaire mais aussi pour insuffisant. La nouveautÃ© de son analyse rÃ©side, en effet, dans lâ??Ã©tablissement dâ??un cadre juridique qui permet de considÃ©rer lâ??Occupation comme le produit dâ??un colonialisme de peuplement. Vu sous cet angle, dans le cas dâ??IsraÃ«l-Palestine, il ne sâ??agit pas dâ??un simple conflit mais du rapport entre occupant et occupÃ©, entre colonisateur et colonisÃ©. Cette rÃ©alitÃ© coloniale, selon Albanese, piÃ¨ge les deux peuples : la rÃ©alisation du droit palestinien Ã lâ??autodÃ©termination est la clÃ© pour transformer cette rÃ©alitÃ©â?? sans elle, le peuple palestinien ne pourra sâ??assurer dâ??aucun de ses droits fondamentaux. Le dÃ©mantÃ¨lement de lâ??Occupation et du rÃ©gime dâ??apartheid qui lui est inextricablement liÃ© est donc, selon elle, la condition prÃ©alable Ã tout rÃ¨glement pacifique en IsraÃ«l-Palestine.

Albanese critique ouvertement la communautÃ© internationale pour son hypocrisie en prÃ©conisant une solution Ã deux Ã?tats sans rien faire pour la promouvoir, bref pour avoir parlÃ© sans agir. Son rapport reprÃ©sente un changement de paradigme : la loi doit diriger la politique et non lâ??inverse. Rien dâ??Ã©tonnant Ã ce quâ??elle ne soit pas populaire auprÃ¨s dâ??IsraÃ«l et du lobby pro-israÃ©lien. Incapables de rÃ©futer ses arguments, ils recourent Ã des attaques *ad hominem* et Ã la diffamation. Leur but est de la discrÃ©diter, de la dÃ©tourner de lâ??accomplissement de son mandat onusien et de saper ses efforts pour tenir IsraÃ«l responsable de ses violations quotidiennes du droit international humanitaire.

RÃ©cemment, plusieurs campagnes ont Ã©tÃ© lancÃ©es pour faire pression sur lâ??ONU afin quâ??elle dÃ©mette Albanese de ses fonctions. Une derniÃ¨re sÃ©rie dâ??attaques fait suite Ã un tweet quâ??elle a publiÃ©, dÃ©clarant : Â« IsraÃ«l a le droit de se dÃ©fendre, mais ne peut revendiquer ce droit lorsquâ??il sâ??agit des personnes quâ??il opprime et dont il colonise les terres Â». Cet argument est une interprÃ©tation lÃ©gitime de la loi. Son tweet fut cependant dÃ©naturÃ©e, et la prÃ©caution prise au dÃ©but de sa dÃ©claration nÃ©gligÃ©e afin de soutenir la fausse affirmation qui voudrait quâ??Albanese nie tout droit dâ??IsraÃ«l Ã la lÃ©gitime dÃ©fense. Pour des groupes sionistes politiquement motivÃ©s tels que UN Watch, NGO Monitor et le International Legal Forum, le tweet a servi de prÃ©texte pour intensifier les attaques personnelles contre la Rapporteuse.

Le International Legal Forum, qui se prÃ©sente comme un rÃ©seau mondial de plus de 4 000 avocats et militants pro-israÃ©liens, dans une lettre du 11 avril 2023 au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ??ONU, Antonio Guterres, et au Haut-commissaire aux droits humains, Volker TÃ¼rk, a lancÃ© une diatribe effrÃ©nÃ©e contre Albanaise et a citÃ© son tweet comme une Â« preuve supplÃ©mentaire Â» de son Â« parti pris implacable, systÃ©matique et franchement dÃ©ment contre IsraÃ«l Â». Fait rÃ©vÃ©lateur, il a appelÃ© le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral non seulement Ã renvoyer Albanese, mais Ã supprimer son poste. Â« Lâ??ONU serait bien mieux servie Â», a-t-il conclu, Â« en remplaÃ§ant le mandat de Me Albanese par celui dâ??un Rapporteur spÃ©cial pour la lutte contre lâ??antisÃ©mitisme Â». Lâ??ILF coopÃ¨re Ã©troitement avec le gouvernement israÃ©lien et a Ã©galement bÃ©nÃ©ficiÃ© de son soutien financier.

Suite Ã cela, le gouvernement israÃ©lien est intervenu directement au niveau officiel dans un effort agressif pour ostraciser et rÃ©duire au silence la Rapporteuse spÃ©ciale. Amichai Chikli, Ministre israÃ©lien des affaires de la diaspora et de la lutte contre lâ??antisÃ©mitisme, a envoyÃ© Ã son tour une lettre au SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ??ONU et au Haut-commissaire aux droits de lâ??homme. AprÃ¨s avoir dÃ©noncÃ© les Â« propos rÃ©prÃ©hensibles, irresponsables et incitant Ã la terreur Â» dâ??Albanese, Chikli a exhortÃ© lâ??ONU Ã Â« supprimer dÃ©finitivement le poste de Me Albanese Â».

Cette conduite est dans la droite ligne du parcours de Chikli en tant que politicien de la droite ultra-nationaliste. Dans un podcast en 2021, par exemple, Chikli a rejetÃ© dâ??emblÃ©e toute notion dâ??une identitÃ© palestinienne et a appelÃ© Ã son Ã©limination pure et simple. Â« [â??Lâ??identitÃ© palestinienne], a-t-il dit, Â« sâ??est construite uniquement sur lâ??opposition au sionisme. Il nâ??y a pas dâ??identitÃ© nationale palestinienne avec son contenu propre. Nous ne serons donc dÃ©barrassÃ©s de ce conflit quâ??une fois cette identitÃ© nationale abolie. Â»

Une autre cible choisie par le gouvernement israÃ©lien est la Â« Commission d Â»enquÃªte internationale permanente pour enquÃªter dans le Territoire palestinien occupÃ© et en IsraÃ«l Â», crÃ©Ã©e par le Conseil des droits humains (CDH) des Nations Unies en 2021. Son mandat est dâ??enquÃªter sur toutes les violations prÃ©sumÃ©es du droit international, ainsi que sur les causes profondes du conflit, Â« y compris la discrimination et la rÃ©pression systÃ©matiques Â» dans les Territoires en question. Son premier rapport, publiÃ© en mai 2022, a mis en Ã©vidence un vaste rÃ©seau de preuves tÃ©moignant de nombreuses violations israÃ©liennes des droits humains internationaux et du droit international humanitaire, ainsi que de lâ??impunitÃ© systÃ©matique dont ont joui les auteurs de ces abus sans que personne ne leur demande dâ??en rendre compte. IsraÃ«l refuse de coopÃ©rer avec la Commission et a rejetÃ© son rapport en le qualifiant de Â« manifestement antisÃ©mite Â».

Un autre haut responsable de lâ??ONU visÃ© par une campagne de diffamation est Craig Mokhiber, le directeur du Bureau de New York du Haut-commissariat aux droits humains (HCDH). Mokhiber a un palmarÃ¨s impressionnant dans le domaine des droits de lâ??homme sâ??Ã©tendant sur plus de quatre dÃ©cennies. En raison de sa critique explicite du traitement rÃ©servÃ© au peuple palestinien par IsraÃ«l, les mÃ©dias pourvoyeurs dâ??idÃ©ologie, et les organisations spÃ©cialisÃ©es dans la dÃ©fense dâ??IsraÃ«l, comme UN Watch et le Centre Simon Wiesenthal, ont lancÃ© une attaque concertÃ©e en mars 2023, qualifiant Mokhiber d' Â»extrÃ©miste anti-israÃ©lien Â» et de Â« antisÃ©mite Â». La mission israÃ©lienne auprÃ¨s de lâ??ONU Ã GenÃ¨ve a sans surprise publiÃ© une dÃ©claration amplifiant ces attaques *ad hominem*.

Lâ??arme prÃ©fÃ©rÃ©e dâ??IsraÃ«l pour mener sa campagne mondiale de dÃ©lÃ©gitimation de ses dÃ©tracteurs est la dÃ©finition *ad hoc* (*working definition*) de lâ??antisÃ©mitisme, que la International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) a adoptÃ©e en mai 2016. Comme lâ??ont soulignÃ© de nombreux commentateurs, avocats et spÃ©cialistes de lâ??antisÃ©mitisme, cette Â« dÃ©finition Â» est mal rÃ©digÃ©e, incohÃ©rente, dÃ©sespÃ©rÃ©ment vague, vulnÃ©rable aux abus politiques et totalement inadaptÃ©e au but affichÃ©. Elle ne satisfait pas Ã lâ??exigence la plus Ã©lÃ©mentaire dâ??une dÃ©finition, qui est de dÃ©finir. La dÃ©finition de base, deux phrases vides de sens, ne mentionne pas IsraÃ«l par son nom, mais pas moins de sept des onze Â« exemples contemporains dâ??antisÃ©mitisme Â» qui doivent servir dâ??illustration, se rapportent Ã IsraÃ«l.

Comme on pouvait sâ??y attendre, lâ??un des Ã©lÃ©ments de la mise en accusation dâ??Albanese est sa vive critique de la dÃ©finition de lâ??IHRA et son appel Ã lâ??Union europÃ©enne pour que celle-ci rÃ©examine et reconsidÃ¨re son approbation et son utilisation de cette dÃ©finition. Elle a soulignÃ© que confondre la critique dâ??IsraÃ«l avec lâ??antisÃ©mitisme conduit souvent Ã accuser dâ??antisÃ©mitisme des groupes de dÃ©fense des droits humains, alors quâ??en fait ils expriment Ã lâ??Ã©gard de la politique israÃ©lienne, des prÃ©occupations lÃ©gitimes et fondÃ©es sur des preuves. Citant Kenneth Roth, lâ??ancien directeur exÃ©cutif de Human Rights Watch, Albanese a Ã©crit sur Twitter qu' Â»une telle formulation dÃ©grade Ã©galement le sens de lâ??antisÃ©mitisme et affaiblit la lutte contre celui-ci Â».

Les Nations Unies, que Me Albanese compare Ã un dinosaure dans sa lenteur et son excessive prudence, a rÃ©cemment pris quelques nouvelles mesures qui cherchent Ã demander des comptes Ã IsraÃ«l. En janvier 2023, lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale a demandÃ© Ã la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye de rendre un avis consultatif sur les consÃ©quences juridiques de lâ??Occupation par IsraÃ«l des Territoires palestiniens. IsraÃ«l a dÃ©noncÃ© la demande, arguant que la CIJ a un parti pris contre lui. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu lâ??a qualifiÃ©e de Â« dÃ©cision ignoble Â». Le soutien palestinien au recours Ã la CIJ a Ã©tÃ© qualifiÃ© par les responsables israÃ©liens dâ??acte de Â« terrorisme diplomatique Â». Câ??est le genre de discours qui sied mal au cÃ©lÃ¨bre Â« chutzpah Â». La vÃ©ritÃ© est quâ??IsraÃ«l a peur de la CIJ, non pas parce quâ??elle est partiale â?? mais parce quâ??elle est impartiale !

Plus inquiÃ©tante pour IsraÃ«l est la dÃ©cision de lâ??ancienne procureure en chef de la Cour pÃ©nale internationale (CPI) Ã La Haye, Fatou Bensouda, dâ??enquÃªter sur les crimes de guerre en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. La CIJ se charge de procÃ©dures civiles; la CPI de mener des investigations criminelles. Quelle que soit la nature du dÃ©fi, cependant, la rÃ©action instinctive dâ??IsraÃ«l est de passer Ã lâ??offensive. Câ??est un adepte de longue date de la maxime en quoi lâ??attaque est la meilleure dÃ©fense. Plus les actions brutales et criminelles dâ??IsraÃ«l se sont mises en lumiÃ¨re, plus ses porte-paroles et ses groupes de pression dÃ©diÃ©s deviennent agressifs dans leurs efforts pour vilipender et dissuader ses dÃ©tracteurs.

Ce que le gouvernement israÃ©lien et ses alliÃ©s Ã lâ??Ã©tranger ont en commun, câ??est lâ??incapacitÃ© ou plutÃ´t le refus dâ??accepter toute donnÃ©e objective sur IsraÃ«l. Ils sont programmÃ©s pour traiter toute critique dâ??IsraÃ«l, mÃªme logique et rationnelle, fondÃ©e sur des faits, comme une preuve de sectarisme anti-juif. Paradoxalement, les seuls Ã bÃ©nÃ©ficier dâ??un blanc-seing sont de vrais antisÃ©mites comme lâ??ancien prÃ©sident amÃ©ricain Donald Trump, Viktor OrbÃ¡n, le premier ministre hongrois, et Jair Bolsonaro, lâ??ancien prÃ©sident du BrÃ©sil. Tous trois sont des politiciens notoirement racistes mais de fermes partisans dâ??IsraÃ«l. Lâ??antisÃ©mitisme et le pro-sionisme ne sont pas aussi incompatibles quâ??il y paraÃ®t Ã premiÃ¨re vue. Comme Theodor Herzl, fondateur du mouvement sioniste et visionnaire du futur Ã?tat juif, lâ??avait prÃ©dit il y a plus dâ??un siÃ¨cle : Â« Les antisÃ©mites deviendront nos amis les plus fidÃ¨les Â».

Aujourdâ??hui, câ??est IsraÃ«l qui est sur le banc des accusÃ©s, et non la Rapporteuse spÃ©ciale des Nations unies sur la situation des droits humains dans les Territoires palestiniens occupÃ©s depuis 1967 . Albanese est un expert international extrÃªmement compÃ©tent et consciencieux. Elle ne mÃ©rite que des fÃ©licitations pour le courage et lâ??engagement dont elle fait preuve dans lâ??exercice de son mandat Ã lâ??ONU. Elle serait mÃªme en droit de porter la plupart des attaques

contre elle depuis les quartiers sionistes comme badge dâ??honneur.

Une derniÃ¨re ironie. Les trois principaux piliers du judaÃ¯sme sont la vÃ©ritÃ©, la justice et la paix. Albanese incarne ces valeurs de faÃ§on remarquable. Et il y aura de nombreux juifs dans le monde, troublÃ©s par la trahison par IsraÃ«l de ces valeurs juives fondamentales â?? en particulier depuis la formation du gouvernement de coalition agressivement anti-palestinien, dâ??extrÃªme droite, xÃ©nophobe, homophobe et ouvertement raciste, dirigÃ© par Benjamin Netanyahu â?? qui serait bien avisÃ©s de la remercier dâ??avoir dÃ©fendu ces valeurs Ã ce moment critique de lâ??histoire dâ??IsraÃ«l.

Avi Shlaim *est Professeur Ã©mÃ©rite de relations internationales Ã lâ??UniversitÃ© dâ??Oxford et membre de la British Academy. Lâ??un des Â« nouveaux historiens Â» les plus Ã©minents dâ??IsraÃ«l, il est lâ??auteur, entre autres, de Collusion across the Jordan : King Abdullah, the Zionist Movement, and the Partition of Palestine (1988) et de The Iron Wall : Israel and the Arab World. (2000).*

Source : Jadaliyya

Traduction BM pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Tags

1. Albanese
2. droit international
3. ONU

date crÃ©Ã©e
2023/08/03